

régime sandiniste, il faut créer une mission qui puisse suivre l'évolution de la conjoncture dans le pays et récolter des renseignements de première main. Troisièmement, le Nicaragua étant pris entre deux feux face à des *contras* agissant aux deux frontières, le Canada pourrait jouer au milieu un rôle d'observateur. Enfin, en ouvrant une ambassade à Managua, le Canada "ferait clairement savoir aux États-Unis qu'il refuse de s'aligner sur leur politique étrangère à l'égard du Nicaragua". Dans la même veine, le Canada pourrait nommer un ambassadeur ou un émissaire itinérant. Cette personne, a-t-on indiqué, devrait avoir "un rôle bien réel et non pas seulement symbolique".

Un autre série de propositions débattues par les participants portait sur le genre d'aide à apporter et sur la question de savoir si cette aide devait être liée à un comportement non-agressif. Un des participants s'est déclaré d'accord avec la politique actuelle du gouvernement canadien, qui consiste à n'imposer aucune condition, excepté dans les cas les plus extrêmes. D'autres intervenants ont fait observer que quoi qu'il en soit, le Canada devra de toute manière concevoir des programmes d'aide qui favorisent les réformes sociales et économiques, et prendre l'initiative des travaux de recherche et de consultation à cette fin.

4. *Autres démarches multilatérales ou unilatérales menées par des tiers*

Certains intervenants ont attiré l'attention sur le rôle que les Nations-Unies pourraient jouer. Ils ont rappelé que le Secrétaire général de l'ONU avait énormément contribué à la formation du groupe de Contadora. En fait, l'Amérique latine n'a pas profité autant qu'elle aurait pu des moyens mis à sa disposition par les Nations-Unies. Les Latino-Américains ont eu tendance à penser que tout ce qu'entreprenait l'ONU s'inscrivait dans le cadre des relations Est-Ouest. Mais cela n'a pas toujours été nécessairement le cas. Par exemple, le Costa Rica a pu demander aux Nations-Unies de placer des équipes d'inspection à sa frontière avec le Nicaragua; "Les Nations-Unies ont la machine la mieux rodée dans ce domaine." Des interventions ont également été possibles à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité. "Les Européens et les Latino-Américains devraient profiter davantage de cette tribune pour dire à Washington, leur allié, qu'ils désapprouvent sa politique actuelle." Un autre participant a toutefois fait observer que le gouvernement américain s'était généralement opposé à toute intervention des Nations-Unies dans la crise d'Amérique centrale.